

**Relations franco-allemandes -
Climat - Energies renouvelables -
Nucléaire - Electricité - Déclaration
franco-allemande sur l'énergie**
(Paris, 12 juillet 2018)

A. Chapeau

La France et l'Allemagne considèrent la transition énergétique comme une source importante d'opportunités en matière d'innovation, d'emplois, de modernisation des systèmes de production, et de croissance pour l'Europe. Etant donné que l'objectif de limitation du réchauffement climatique en dessous de 2°C, tel que fixé par l'Accord de Paris, est loin d'être atteint, la France et l'Allemagne s'engagent à travailler conjointement à une meilleure mise en oeuvre des objectifs de transition énergétique.

Les deux pays sont conscients de l'importance clé de la transition énergétique européenne pour la mise en oeuvre des objectifs climatiques et de leur responsabilité particulière pour faire la démonstration que la décarbonation peut constituer un modèle de réussite économique. La France et l'Allemagne considèrent ainsi la transition énergétique comme un élément supplémentaire d'approfondissement de leur coopération étroite au niveau national, européen et international (particulièrement dans le cadre du G7 et du G20).

B. Coopération au niveau régional et de l'UE

Au niveau de l'Union européenne

Fort de ce constat, la France et l'Allemagne saluent les accords conclus en juin sur la première partie du paquet "Energie propre pour tous les Européens" qui posera les jalons de la politique énergétique en Europe dans la décennie qui vient. Cet accord permet à la fois de fixer des objectifs ambitieux mais atteignables pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et les mesures et instruments nécessaires pour les mettre en oeuvre. La France et l'Allemagne coordonneront étroitement la mise en oeuvre de ce premier paquet d'énergie propre dans les prochaines années.

Au second semestre de cette année, les deux pays continueront de travailler en étroite collaboration sur la deuxième partie du "paquet énergie propre", s'agissant du marché de l'électricité. Par ailleurs la France et l'Allemagne travailleront sur le paquet mobilité propre, avec l'élaboration d'objectifs de réduction des émissions de CO2 pour les voitures, les camionnettes et les poids lourds pour 2025 et 2030 cohérents avec les objectifs pour le climat.

La France et l'Allemagne renforceront leur coopération également sur le cadre financier pluriannuel des dépenses de l'UE afin d'assurer qu'il prenne en compte l'importance des investissements dans le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, ainsi que la mobilité durable.

Au niveau régional

Au niveau régional, la France et l'Allemagne comptent intensifier leur collaboration en matière de la sécurité d'approvisionnement, et si possible, avec les pays du Benelux dans le cadre du forum pentalatéral de l'énergie, dans le but de parvenir à des principes communs en matière de sécurité d'approvisionnement et de réaction aux risques transfrontaliers.

Compte tenu de la disponibilité décroissante du gaz-L pour les marchés européens, la France et l'Allemagne considèrent nécessaire une conversion rapide du gaz-L au gaz-H. Cette conversion des marchés de gaz est un projet européen. Elle profitera des efforts communs de tous les pays concernés.

C. Stratégie nationale coordonnée

La France et l'Allemagne oeuvreront pour des éléments coordonnés de leur stratégie énergétique dans le cadre de leur plan national énergie-climat (PNEC) qui sera présenté sous la nouvelle gouvernance de l'Union de l'énergie. Les deux pays étudieront la possibilité de l'insertion d'une section franco-allemande commune pour les questions énergétiques au sein de la PNEC. Ils échangeront leurs hypothèses concernant l'évolution de leur mix électrique, et particulièrement afin de définir des plans robustes et cohérents pour promouvoir le développement des énergies renouvelables au niveau européen. À cette fin des experts ministériels coopéreront étroitement lors de la rédaction des PNEC.

La France et l'Allemagne présenteront leur ébauche des PNEC d'ici la fin de l'année. La PNEC française prévoit une réduction de la part du nucléaire dans le mix électrique à 50%, ainsi qu'une augmentation de la part des énergies renouvelables et la fermeture de ses dernières centrales au charbon d'ici la fin 2022.

L'Allemagne fermera sa dernière centrale nucléaire d'ici la fin 2022 et continuera d'augmenter la part des énergies renouvelables, tout en réduisant la totalité de la consommation énergétique. L'objectif est d'atteindre une économie d'énergie de 50% d'ici 2050 par rapport à 2008. S'agissant de l'élimination de ses centrales au charbon pour poursuivre la décarbonisation de son mix électrique, le gouvernement fédéral allemand a récemment créé une "commission pour la croissance, le changement structurel et l'emploi", dont les membres représentent les régions et secteurs économiques concernés, ainsi que la société civile et la communauté scientifique, avec pour but d'établir une date de sortie du charbon et d'élaborer des solutions adéquates pour l'atteindre tout en évitant des perturbations structurelles en termes d'approvisionnement.

La France et l'Allemagne renforceront leurs échanges et leur coopération sur les impacts des

décisions prises pour les deux systèmes énergétiques, également dans le cadre de leurs PNEC.

Dans le cadre du groupe de travail interministériel de haut niveau sur les changements climatiques, annoncé lors du Sommet de Meseberg, la France et l'Allemagne s'engagent à intensifier leur coopération et de bâtir des avis communs sur la transition énergétique et les incitations financières et économiques pour atteindre les objectifs climatiques, y compris sur la question du prix plancher du carbone, dans l'optique de tirer une première série de conclusions d'ici la COP24.

D. Projets et mesures concrets

La France et l'Allemagne estiment que leur coopération en matière de politique énergétique devrait être complétée par des projets et des mesures concrètes :

Dans les domaines de l'électricité, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique

La France et l'Allemagne saluent la fermeture imminente de la centrale nucléaire de Fessenheim et la coopération active entre partenaires locaux français et allemands afin de promouvoir la reconversion économique du territoire concerné.

Dans le cadre de leur stratégie énergie-climat commune, les deux pays lanceront également des initiatives pour réaliser une partie de leurs objectifs nationaux d'énergies renouvelables pour 2030, notamment par le biais de projets pilotes conjoints, tel le développement des éoliennes offshore en Mer du Nord, dans le cadre de la coopération existante "North Seas Energy Cooperation". La France et l'Allemagne acceptent de travailler sur les conditions de mise en oeuvre d'un projet test d'appel d'offre dans le secteur des énergies renouvelables au niveau transfrontalier.

De plus, la France et l'Allemagne coordonneront leur déploiement extraterritorial dans la Mer du Nord afin d'améliorer la sécurité et la prévisibilité des investissements et oeuvreront pour exposer une méthodologie d'évaluation environnementale commune.

Les deux pays intensifieront leurs travaux sur "Smart border initiative", avec l'objectif d'une mise en oeuvre rapide, ce qui servira de terrain d'essai pour l'optimisation des réseaux de distribution d'électricité dans une région transfrontalière.

La France et l'Allemagne s'engagent à augmenter leur capacité d'interconnexion électrique, à renforcer leurs réseaux internes et les synchroniser, afin d'augmenter les capacités d'échange transfrontalier d'énergie aussi vite et autant que possible.

Dans le domaine de la coopération industrielle

La France et l'Allemagne travailleront ensemble sur un projet pilote transfrontalier d'autoroute électrique, encourageant ainsi des solutions innovantes pour le couplage de secteurs et pour la décarbonisation du secteur des transports.

La France et l'Allemagne sont convaincues que fournir un chauffage urbain faible en carbone est avantageux pour les grandes villes. Les deux pays étudieront la possibilité de projets transnationaux pour fournir aux villes la chaleur fatale non utilisée provenant des usines avoisinantes.

La France et l'Allemagne sont convaincues de l'importance de construire un leadership européen solide dans le domaine du stockage d'énergie. À cet égard les deux pays appellent de leurs vœux les alliances entre entreprises européennes, dans le cadre de la stratégie lancée par la Commission européenne pour les batteries. De manière plus générale, alors que l'état de la recherche des technologies pour la production de batteries et autres dispositifs de stockage d'énergie peut être considéré comme étant à la pointe, des déficits sont présents dans la mise en oeuvre industrielle de la production de batteries électrique.

La France et l'Allemagne étudieront le regroupement des expertises existantes dans ces domaines dans leur pays, et inviteront des entreprises à examiner la possibilité d'une coopération, dans le but de remplir les modalités d'un important projet d'intérêt européen commun.

La France et l'Allemagne renforceront également leur coopération sur l'hydrogène dans le cadre proposé par la Commission européenne (plan SET et FCH JU), en particulier entre leurs organisations de recherche respectives. Concernant le déploiement de l'hydrogène, la France et l'Allemagne tenteront de trouver des synergies entre leurs feuilles de route respectives, afin de faciliter une éventuelle coopération industrielle.

Le Bureau franco-allemand pour la transition énergétique (OFATE/DFBEW) facilitera l'échange entre les organismes publics et privés concernant les questions de transition énergétique.

Dans le domaine des investissements durables

La France et l'Allemagne s'engagent dans des mesures conjointes entre leurs banques nationales de développement, dans le but de promouvoir des investissements de long terme dans les domaines de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Ils encourageront également une coopération étroite entre le CDC et le KfW dans ce domaine, et particulièrement au travers du Fonds Marguerite II et d'initiatives pour rénover des immeubles.

E. Construire une coopération étroite et durable

La France et l'Allemagne continueront de renforcer la coopération franco-allemande sur la transition énergétique par le biais du groupe de haut niveau existant. La Dena, l'Agence de

l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et le Bureau franco-allemand pour la transition énergétique (OFATE/DFBEW), sous la supervision du groupe de haut niveau, se concentreront progressivement sur la mise en oeuvre de projets concrets./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)